



commune de **Jouars -  
Pontchartrain**

**ARRETE MUNICIPAL**

CIRCULATION, ARRETS ET STATIONNEMENT

MARQUAGE AU SOL

PARKING DU FOYER RURAL

PLACE DU 8 MAI 1945

DU LUNDI 31 JUILLET 2023 – 8H00

AU MERCREDI 02 AOUT 2023 - 17H00

N° 117P/2023

Le Maire de la Commune de JOUARS-PONTCHARTRAIN,  
Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales,  
Vu la loi n°83-3 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,  
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2212-1, L 2212-5 et L 2215-1,  
Vu le Code de la Sécurité Intérieure, notamment l'article L 511-1,  
Vu le Code de la Route,  
Vu le Code Pénal, notamment l'article R 610-5,  
Considérant des travaux de marquage au sol nécessite la neutralisation du parking du Foyer rural place du 8 mai 1945,  
Considérant qu'il incombe au Maire, au titre de ses pouvoirs de police, de prendre toutes les mesures propres à assurer le bon ordre, la tranquillité, la sécurité et la salubrité publique,

**ARRETE**

**Article 1 :** Neutralisation du parking place du 8 mai 1945, au droit du foyer pour des travaux de marquage au sol

Du 31 juillet 2023 8h00 au 02 août 2023 17h00

**Article 2 :** Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 3 :** La directrice générale des services, les agents de la force publique et toutes les personnes habilitées à constater les infractions à la police de la circulation sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

**Article 4 :** Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dans la commune de Jouars-Pontchartrain.

**Article 5 :** Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Fait à Jouars-Pontchartrain, le 20 juillet 2023



Philippe EMMANUEL

Maire de JOUARS-PONTCHARTRAIN

*Le destinataire d'une décision qui désire la contester peut saisir le Tribunal Administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse.*